

Le Royaume Uni a économisé 600 millions d'euros sur l'IT en 2013

Dans une déclaration publique, le gouvernement du Royaume Uni a estimé qu'il a économisé en 2013 **plus de 500 millions de livres** (soit plus de 600 millions d'euros) **sur ses dépenses IT**. Les chiffres définitifs ne seront connus que durant l'été, mais **Liam Maxwell**, le directeur technique du gouvernement de sa Gracieuse Majesté, a estimé que ceux-ci seraient supérieurs au total de 2012-2013 où les économies avaient atteint 500 millions. En 2011-2012, le gouvernement britannique avait déjà diminué son budget IT de 213 millions de livres.

Bref, outre-Manche, via des programmes comme **le Cloud gouvernemental (G-Cloud)**, **la consolidation des sites gouvernementaux** sur une seule plate-forme ou **l'administration online** (mise en place via une administration dédiée, le Government Digital Service), l'état est parvenu à modérer ses dépenses en informatique. Tout comme l'Etat américain : selon les chiffres de TechAmerica, le syndicat des industriels de l'IT outre Atlantique, [les dépenses IT du budget fédéral américain sont en baisse rapide](#) passant de 79 milliards de dollars en 2010 à 70 milliards en 2014.

La France cherche encore sa « trajectoire »

En France, rappelons que le quatrième comité interministériel de modernisation de l'action publique (Cimap) de décembre dernier [prévoit de dégager 500 à 800 millions d'économies annuelles](#) via la modernisation des infrastructures informatiques de l'Etat. Mais cet objectif ne sera atteint que **d'ici 2017 à 2020**. De facto, l'Etat français reste peu avancé sur des chantiers lancé depuis plusieurs années maintenant aux Etats-Unis (dès l'arrivée de Barack Obama au pouvoir) et en Grande-Bretagne. Après un **audit des datacenters exploités par l'Etat** (128 salles au total) dès 2011, un schéma type de mutualisation était pourtant attendu pour la mi-2012. A ce jour, aucune information sur des travaux de mutualisation de salles informatiques de l'Etat français n'a filtrée. Côté Cloud, une expérimentation est en cours à la Dila (Direction de l'information légale et administrative).

En décembre dernier, le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, a demandé donc à la **Disic** (Direction interministérielle des systèmes d'information de l'Etat), la DSI de l'Etat, de lui **fournir sous trois mois une « trajectoire de mutualisation »** des infrastructures matérielles et logicielles des différents ministères, en s'appuyant sur les moyens de ces derniers.

Selon le think tank Terra Nova (étiqueté à gauche), la France ne consacre que **1,15 % de son budget à ses SI**. Une proportion assez faible. Avant d'enclencher son programme d'économies, le Royaume Uni dépensait environ 2,2 % de son budget total dans l'informatique.

Crédit photo : Mapics / Shutterstock

En complément :

[Paye des fonctionnaires : l'ONP, nouvel échec majeur d'un projet de l'Etat](#)

[Paye des militaires : Louvois est enterré... et Steria dédouané ?](#)